14e année
numéro 263

25 Janvier 1938
prix : 2 francs

la révolution prolétarienne

revue bimensuelle
syndicaliste
révolutionnaire

DANS CE NUMÉRO

LIBÉREZ GHEZZI !
Assez de sang versé pour crime d'internationalisme ouvrier !

La terreur communiste en Espagne
par John Mac GOVERN

La première tentative d'un gouvernement de guerre
par R. LOUZON

Le massacre de Bizerte
par Habib BOURGUIBA

Un épisode de la grève des Transports : les camions militaires dans le Croissant

Source gallica.bnf.fr / CODHOS / CEDIAS – Musée social

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Revue bimensuelle syndicaliste révolutionnaire
(Paraissant le 10 et le 25)

●

CONDITIONS D'ABONNEMENT

FRANCE, ALGERIE, COLONIES

Trois mois	10 fr.
Six mois	20 »
Un an	40 »

EXTERIEUR

Trois mois	13 fr.
Six mois	26 »
Un an	50 »

●

ADRESSER LA CORRESPONDANCE
concernant la Rédaction et l'Administration à la *Révolution Prolétarienne*, 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

●

PERMANENCE :
Tous les soirs, de 18 à 19 heures

●

Tél.: **BOTzaris 21-02**

●

UTILISER POUR LES ENVOIS DE FONDS
notre compte chèques postaux :
Révolution Prolétarienne 734-99 Paris

Sommaire du N° 263

(25 janvier 1938)

La terreur communiste en Espagne — JOHN MAC GOVERN

La part de la 25e division dans la prise de Teruel.

Les massacres du « Front populaire » : Comment les 6 ouvriers de Bizerte ont été tués ..... R. L.

Libérez Ghezzi !

La croisade blanche contre les peuples jaunes.

Notes d'économie et de politique

Le ministère de l'étouffement. — La première tentative d'un gouvernement de guerre ..... ROBERT LOUZON

La Renaissance du syndicalisme

Un épisode de la grève des Transports parisiens : Les camions militaires dans le Croissant.

Faits et documents

Le massacre de Bizerte.

La Ligue Syndicaliste

La Ligue Syndicaliste se propose:

De faire prédominer dans les syndicats l'esprit de classe sur l'esprit de tendance, de secte ou de parti, afin de réaliser le maximum d'action contre le patronat et contre l'Etat;

De participer à l'œuvre d'éducation syndicale en procédant à l'examen des problèmes pratiques et théoriques posés devant le mouvement ouvrier, et en préconisant la formation de Cercles d'études syndicales;

De maintenir vivant le précepte de la Première Internationale, d'après lequel l'émancipation des travailleurs ne sera l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes.

Pour faire connaitre la vérité

▼

1 YVON et 1 LEGAY	**3 fr. 50**
5 YVON et 5 LEGAY	**16 fr.**
10 YVON et 10 LEGAY	**28 fr.**
50 YVON et 50 LEGAY	**100 fr.**
1 SMITH	**3 fr.**
10 SMITH	**25 fr.**

le tout **franco.**

▼

Commandez à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e)

(Chèques postaux : **734.99 Paris**)

La terreur communiste en Espagne

Comment l'Internationale communiste a détruit l'unité ouvrière, saboté la guerre contre Franco et combattu la révolution sociale.

La R. P. *a déjà rendu compte de deux délégations franco-britanniques envoyées en Espagne depuis le commencement de la terreur stalinienne* (R. P. *des* 25 *juillet et* 10 *septembre* 1937). *Une troisième délégation, franco-britannique également, est allée à Barcelone fin novembre. Elle était composée de Félicien Challaye et du député écossais Mac Govern, membre de l'Independent Labour Party, célèbre pour ses interventions vigoureuses — et souvent hors protocole — à la Chambre des Communes. Ce dernier a fait paraître le compte rendu de sa mission dans une brochure, dont nous donnons ci-dessous la traduction.*

Préliminaires

Du « Pouvoir des travailleurs » à la « Défense de la démocratie »

Le peuple espagnol a connu quelques-unes des plus sombres et des plus brutales expériences de l'histoire, mais on peut se demander s'il y en eut jamais une plus noire et plus cruelle que celle par laquelle il passe actuellement. Pendant ces derniers dix-sept mois il a vécu dans l'enfer, Franco jouant le rôle du diable avec, derrière lui, les grands propriétaires fonciers, les capitalistes, les banquiers, les officiers de l'armée et de la marine, les prêtres; tous décidés à résister coûte que coûte à des changements économiques et culturels, décidés à défendre à tout prix leurs privilèges et leurs profits. Dans leur sanglante répression ces tyrans espagnols ont été aidés par les états étrangers fascistes, Allemagne, Italie et Portugal, et par une foule de capitalistes réactionnaires de tous les pays.

Le courage et l'organisation de nos camarades espagnols, dans leur lutte contre Franco et ses forces bestiales, est, depuis la Révolution russe de 1917, la seule lueur qui ait brillé au cours de la longue série des désastreuses retraites opérées par la classe ouvrière.

On déclare que, depuis le commencement de la guerre civile le 19 juillet 1936, un million et demi de travailleurs espagnols et d'enfants ont été tués.

L'*Independent Labour Party* (1) est à cent pour cent derrière les travailleurs d'Espagne dans leur guerre pour la liberté humaine. Nous avons applaudi à toute réponse faite par qui que ce soit, ou par quelque organisation que ce soit, à l'appel pour la commune bataille.

Depuis le début de la guerre il y eut plusieurs changements dans le gouvernement espagnol et dans sa politique; certains furent dus à une pression extérieure, d'autres à une pression intérieure.

La Russie a effectué certaines fournitures militaires au gouvernement espagnol. Il est ouvertement reconnu qu'en échange, il fut permis à la Russie de mettre certains de ses représentants à des postes essentiels, particulièrement dans l'armée et dans la police. Il est reconnu aussi que les nombreux changements ministériels, qui se sont produits depuis lors, sont dus pour une large part aux intrigues et aux menaces des représentants communistes au gouvernement, agissant sur les ordres de l'Internationale communiste.

L'hostilité de larges masses de travailleurs espagnols à la présence d'éléments bourgeois et modérés à des postes importants du gouvernement, et à l'affaiblissement des conquêtes révolutionnaires de juillet 1936 qui en est résulté, n'est pas niable. Le changement d'objectif: *la défense de la démocratie* au lieu du *pouvoir des travailleurs*, a causé chez les ouvriers un ressentiment profond; or, ce changement a eu lieu sous l'influence des républicains bourgeois, de l'aile droite socialiste et, plus particulièrement, des communistes.

On pense généralement que ce changement avait pour but d'apaiser les capitalismes français et britannique. On estime que la Russie est anxieuse d'améliorer ses relations avec le gouvernement britannique afin de pouvoir conclure avec lui une alliance militaire. La Russie croit que le meilleur moyen d'arriver à cela est de gagner la confiance du gouvernement anglais en répudiant toute révolution sociale en Espagne.

Il était difficile aux ouvriers révolutionnaires espagnols, à ceux de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M., de mener ouvertement la lutte contre cette dangereuse politique. Ils voyaient bien qu'on était en train de leur ravir les fruits de leurs récentes conquêtes, mais ils ne voulaient pas diviser les forces antifascistes et affaiblir ainsi le front militaire, ce qui aurait facilité la victoire de Franco. Malgré toute leur prudence à cet égard, une résistance spontanée se produisit en Mai lorsque les travailleurs de la base à Barcelone sortirent dans la rue, se refusant à rendre leurs armes et à

(1) Nous rappelons que l'*Independent Labour Party* (I.L.P.), fondé vers la fin du siècle dernier par Keir Hardie, fut l'initiateur de la constitution de l'actuel Labour Party, dans lequel il demeura jusqu'à ces dernières années; depuis il s'en est séparé pour devenir un parti ouvrier indépendant d'extrême gauche. Ses principaux effectifs sont en Ecosse où la classe ouvrière de Glasgow a toujours été sensiblement plus « radicale » que celle de l'Angleterre proprement dite. (*Note du traducteur*).

abandonner certaines positions-clefs. Le P.O.U.M. n'avait pas organisé cette résistance, mais, quand elle se produisit, il prit place à côté des ouvriers.

Ce fut le début d'une action communiste pour désarmer tous ceux qui étaient opposés à la politique de l'Internationale communiste en Espagne. Le P.O.U.M. fut dissous et ses journaux interdits.

Lorsque la guerre contre Franco commença le parti communiste espagnol était faible, mais la fourniture d'armes par la Russie lui donna une influence et une participation dans le gouvernement hors de toute proportion avec sa force propre. Le parti communiste espagnol n'avait que de très pauvres militants mais ceux-ci prouvèrent bientôt que ce qui leur manquait en fait d'intelligence était compensé, et au delà, par le jésuitisme et une brutalité atroce.

Après la résistance des journées de Mai, la demande fut faite de nommer un communiste espagnol, le senor Burillo, comme chef de la police de Barcelone. Aussitôt que celui-ci fut installé, la Tchéka du Comintern s'installa, elle aussi, à Barcelone, et ce furent alors en masse : arrestations, enlèvements, tortures, disparitions et assassinats des opposants à la politique communiste. Andrés Nin, ancien ministre de la Justice dans le gouvernement catalan et secrétaire général du P.O.U.M., fut particulièrement visé par ces exécuteurs des hautes œuvres du Comintern, la Tchéka et Cie. Les communistes l'accusèrent d'être un espion fasciste, il fut arrêté, emmené à Madrid et odieusement tué.

Nin avait été auparavant une importante figure du parti communiste espagnol, et il était alors très influent à Moscou, mais il prit la défense de Trotsky, répudia le changement de politique de l'Internationale communiste et s'unit au P.O.U.M. Pour cela il était particulièrement odieux à la Tchéka.

S'opposer à la ligne contre-révolutionnaire du « Front populaire » et critiquer Moscou, c'est, en Espagne, mettre sa vie en sérieux danger. Si vous êtes membre du P.O.U.M., ou que simplement vous le défendiez contre les calomnies communistes, cela suffit pour que vous soyez arrêté et emprisonné. Plus de trois mille combattants antifascistes sont actuellement derrière les murs des prisons espagnoles par ordre du Comintern. Parmi eux sont tous les leaders les plus connus du P.O.U.M., des centaines de membres du P.O.U.M. ainsi que des centaines de membres de la C.N.T. et de la gauche de l'U.G.T.

La main de la Tchéka s'est même étendue au delà de l'Espagne : la femme de Joaquin Maurin, le leader du P.O.U.M. qui est prisonnier chez Franco, vit à Paris. Sa maison fut l'objet d'un raid de la part des communistes français. A huit, ils envahirent son appartement, coupèrent son téléphone, fermèrent à clef les portes et se mirent à fouiller les papiers et les livres. Même en France la Tchéka aux ordres de Moscou opère.

Pourquoi nous sommes allés en Espagne

L'I.L.P. et le Bureau international des partis socialistes révolutionnaires (2) ont envoyé trois délégations successives en Espagne afin de réclamer pour les révolutionnaires emprisonnés, soit un procès public, soit leur mise en liberté. Fenner Brockway alla avec la première délégation, en juillet; on lui promit un procès public et prochain pour les leaders du P.O.U.M. James Maxton alla en Espagne en août, avec la seconde délégation; il obtint la libération d'un certain nombre de prisonniers et, à nouveau, la promesse d'un proche procès pour les leaders. Mais, fin novembre, nous n'avions encore aucune nouvelle du procès et nous étions grandement troublés, non seulement par les emprisonnements qui continuaient, mais par des disparitions nouvelles et par des menaces formelles de mort à l'égard de Me Pabon, le fameux avocat espagnol qui s'était chargé de la défense des leaders du P.O.U.M. : les preuves de la férocité de la Tchéka s'amassaient.

Il fut, en conséquence, décidé d'envoyer une nouvelle délégation à Barcelone et l'on demanda au professeur Félicien Challaye, de l'Université de Paris, et à moi-même d'assumer cette tâche. Notre mission consistait à rendre visite aux membres du gouvernement pour les presser de faire le procès des membres du P.O.U.M. ou de relâcher ceux-ci; nous avions également pour mission de réclamer une amnistie pour tous les prisonniers antifascistes, d'enquêter sur les conditions de vie des prisonniers, et enfin de vérifier l'exactitude des férocités de la Tchéka du Comintern et des meurtres qui lui étaient reprochés.

En plus du but humanitaire de notre mission, nous étions guidés par la pensée qu'une amnistie et la fin des opérations de la Tchéka renforceraient le front de la classe ouvrière contre Franco et ses alliés italiens et allemands.

C'est ainsi que nous partîmes pour Barcelone, déterminés à faire tout ce qui était en notre pouvoir pour amener la libération des prisonniers antifascistes, pousser à l'unité de la classe ouvrière et aider à la lutte contre le capitalisme fasciste en Espagne et dans le monde.

La destruction du Front ouvrier par les communistes

Les communistes dénoncent toujours le P.O.U.M., la C.N.T. et Largo Caballero, le chef de la gauche de l'U.G.T., comme ayant causé la division du front antifasciste et avoir affaibli la lutte militaire contre Franco. C'est exactement le contraire qui est vrai. Ce sont le Comintern et les communistes espagnols aux ordres de Moscou qui ont brisé le front unique des travailleurs et saboté la lutte militaire. C'est facile à prouver.

Au début l'unité était magnifique. En dépit de profondes différences théoriques, Syndicalistes, Socialistes, Anarchistes, Communistes et Socialistes Révolutionnaires du P.O.U.M. étaient tous ensemble. Ils combattirent les fascistes côte à côte, ils formèrent leurs milices ouvrières dont un Conseil militaire unique coordonnait les activités. Par ce Conseil militaire ils avaient réalisé l'unité de commande-

(2) Organisme de liaison international entre l'I.L.P. britannique, le P.O.U.M. espagnol, le parti socialiste révolutionnaire hollandais, etc... (*Note du traducteur*).

ment et combattaient en un front commun contre Franco.

Toutes les fractions de la classe ouvrière étaient représentées au gouvernement. Ce fut le Comintern qui détruisit cette unité. Il envoya des instructions pour que le P.O.U.M. fût exclu du gouvernement. Pour l'amour des armes russes, les autres fractions de la classe ouvrière consentirent à cette exigence. Alors, à leur tour, la C.N.T. et l'U.G.T. furent exclues du gouvernement et les rangs de l'U.G.T. furent scissionnés de haut en bas par des manœuvres communistes. Le résultat est que maintenant les mouvements ouvriers de masse sont hors du gouvernement et qu'il y a parmi eux une intense amertume contre les communistes.

La seule manière de rétablir l'unité antifasciste en Espagne est de prendre le contre-pied de la politique communiste, de libérer les prisonniers des autres sections de la classe ouvrière, et d'encourager ainsi toutes ces sections à prendre leur part entière et toutes leurs responsabilités dans la lutte.

Les communistes sont aussi les principaux responsables de l'affaiblissement de la lutte militaire. Ils refusèrent que des armes soient envoyées au front d'Aragon parce que les forces antifascistes qui y combattaient étaient composées de membres de la C.N.T. et du P.O.U.M. Si elle avait été pourvue d'armes convenables, cette armée antifasciste serait depuis des mois à Saragosse, et Madrid aurait été soulagé, et les fascistes n'auraient pas réussi à s'emparer du pays basque et des Asturies.

Il est maintenant reconnu que cela a été la grande erreur stratégique de la guerre. Les communistes sacrifièrent la guerre à leur hostilité politique contre la C.N.T. et le P.O.U.M.

C'est de bien d'autres manières encore que les communistes affaiblirent la lutte militaire: la rupture du Front ouvrier créa nécessairement une diminution de la solidarité et de l'enthousiasme dans l'armée; d'autre part, les officiers bourgeois que les communistes imposaient en nombre toujours plus grand se révélèrent beaucoup moins bons que les officiers ouvriers des milices ouvrières : Malaga, Santander et Bilbao en fournirent la preuve.

Nous reconnaissons pleinement l'importance qu'eurent les armes russes et la Brigade internationale, mais leur prix en a été payé trop cher par les effets désastreux qu'eut la rupture de l'unité et le sectarisme militaire dont les communistes sont responsables.

C'est pourquoi, en allant en Espagne, notre objectif dépassait la seule libération des travailleurs antifascistes emprisonnés. Il était de contribuer à l'union de toutes les forces ouvrières contre Franco et au rétablissement de conditions qui puissent permettre un effort militaire uni pour défaire le fascisme.

Nos visites

Chez le ministre de la Justice

Notre première visite, à notre arrivée à Barcelone, fut pour le ministre de la Justice, M. Irujo (3). Nous parlâmes avec lui à cœur ouvert sur la question d'une amnistie pour les antifascistes prisonniers. Le ministre, basque catholique, très ennemi du fascisme, nous écouta avec une grande sympathie. *Il nous indiqua que peu de temps auparavant, le gouvernement avait envisagé une amnistie et que tous les ministres — à l'exception des deux communistes — avaient été d'avis de libérer tous les prisonniers réellement antifascistes.* Par contre les communistes s'étaient violemment opposés à ce que soit libéré aucun prisonnier, et étant donné que le parti communiste appartenait au Front populaire, il n'était pas facile d'agir sans leur consentement.

M. Irujo ajouta que, cependant, « en dépit de l'opposition communiste », le gouvernement s'apprêtait à relâcher les prisonniers en douce, un par un, lorsque, le 21 novembre, une grande manifestation des membres de la C.N.T. et des militants socialistes avait eu lieu devant la prison de Valence menaçant d'enfoncer les portes si les prisonniers n'étaient pas libérés (4). Alors, ajouta le ministre, selon la formule habituelle à tout gouvernement : « Nous voulions bien agir, mais nous ne voulions pas le faire sous la menace de la violence ».

Je posai également la question de l'échange possible de Joaquin Maurin contre un prisonnier fasciste, Maurin étant non seulement leader du P.O.U.M., mais aussi membre du Parlement espagnol. Il est prisonnier de Franco depuis août 1936 et détenu actuellement dans une prison militaire de Saragosse. J'étais en possession d'une liste de fascistes importants actuellement dans les prisons gouvernementales, et je suggérai que l'un d'eux, M. Lucia, qui est lui aussi membre des Cortès, pourrait être échangé contre Maurin.

M. Irujo répliqua que le gouvernement avait discuté tout récemment de l'échange de Maurin et que seuls les communistes s'y étaient opposés. Néanmoins il m'autorisa à m'adresser au ministère des Affaires étrangères britannique de la part du gouvernement espagnol et de lui demander de faire les démarches nécessaires à cette fin. Il me dit qu'il accepterait en échange de Maurin le fasciste que désigneraient les insurgés. Il me dit également que je pouvais être assuré que la parole qu'il me donnait serait tenue.

Depuis mon retour en Angleterre, la nouvelle est venue que le gouvernement espagnol avait fourni à la Croix rouge internationale une liste de prisonniers fascistes qui pourraient être échangés contre Maurin, ce qui confirme la promesse que nous avait faite M. Irujo.

Nous demandâmes aussi s'il était vrai qu'une sœur de Diaz, le secrétaire du parti communiste espagnol, avait été échangée contre un fasciste. On nous répondit que les membres communistes du gouvernement avaient insisté pour que soient échangées non seulement la sœur de Diaz, mais aussi sa mère. En fait, ces

(3) Depuis mon retour on a appris que M. Irujo avait été démissionné de ses fonctions de ministre de la Justice, sur la demande des communistes. Des incidents qu'on verra exposés plus loin peuvent en avoir été l'une des raisons.

(4) Cette manifestation avait eu lieu à l'occasion de l'anniversaire de la mort de Durruti. (*Note du traducteur*).

deux femmes furent échangées contre deux grands chefs fascistes qui se trouvaient dans les prisons gouvernementales.

M. Irujo nous assura qu'il était à fond « pour la liberté » et qu'il insisterait le plus possible pour que soit accordée une amnistie générale. Lui, et son frère qui l'assistait dans cette entrevue en tant que secrétaire particulier, protestèrent vigoureusement contre le mensonge communiste, qu'Andrés Nin, ou tout autre chef du P.O.U.M., avait été en rélations avec Franco.

Nous soulevâmes ensuite la question de notre visite aux prisons de Barcelone. Il nous fut donné une lettre officielle du directeur des prisons nous autorisant à entrer dans quelque prison que ce soit et nous permettant de voir à l'Hôpital général de Barcelone Julia Landau qui y avait été transférée après 11 jours de grève de la faim dans la prison des femmes et dont le mari, antifasciste allemand aux brillants états de service dans la lutte contre Hitler, a été tué par les communistes.

A la Prison modèle

Le dimanche 28 novembre, nous allâmes à la Prison modèle de Barcelone, et présentâmes nos autorisations au directeur de la prison des hommes (5). Il fut très courtois et nous conduisit chez le médecin de la prison. On nous apprit qu'il y avait dans cette prison 1500 prisonniers, dont 500 antifascistes, 500 fascistes et 500 délinquants de droit commun.

C'était dimanche, et l'heure des visites, aussi nous nous trouvâmes en présence de 5 à 600 visiteurs demandant à entrer afin de voir leurs amis. Comme il convient, c'était l'aile gauche de la prison qui était attribuée aux prisonniers de gauche! Nous entrâmes dans une grande salle par une immense porte de fer de 6 mètres de large sur 3 m. 50 de haut. Les prisonniers avaient appris que nous allions venir et nous firent une chaude réception.

La difficulté était que c'était à qui nous parlerait le premier des brutalités qu'il avait endurées de la part de la Tchéka, avant d'être entré dans cette prison-ci. Un prisonnier italien nous fit une remarquable description des tortures qui lui avaient été infligées dans une cellule souterraine. Il fut attaché au mur, les mains au-dessus de la tête, avec deux gardes à ses côtés, baïonnette au canon, pendant qu'un jeune officier de la Tchéka tenait des papiers de la main gauche et de la main droite un revolver dirigé sur sa poitrine. L'officier de la Tchéka le soumit à un interrogatoire du 3e degré (6), prétendant qu'il avait de faux papiers, le sommant de dire où certains de ses camarades pourraient être trouvés, le menaçant de le tuer et de jeter son corps dans un égout qui passait dans la cellule. *Cet Italien fut soumis à cette torture, durant 5 à 6 heures chaque fois, avant d'être finalement transféré à la Prison modèle.*

Challaye et moi-même interrogeâmes également un Français, qui appartenait auparavant à l'armée française, et qui avait abandonné sa situation pour venir en Espagne combattre le fascisme. Il avait été nommé officier dans l'armée espagnole gouvernementale et avait combattu sur le front de Madrid pendant plus de 5 mois. La seule raison pour laquelle il se trouvait dans la Prison modèle était qu'il avait franchement exprimé son opinion sur le Comintern et les méthodes de la Tchéka. Il me donna l'impression d'un homme splendide. Il ressentait comme un outrage effroyable d'avoir été gardé en prison pendant plus de 4 mois; il insistait sur ceci : « Qu'on me fasse un procès si j'ai commis quelque faute ; sinon, qu'on me rende ma liberté ! »

Il y avait également un bon nombre de ces prisonniers qui avaient été blessés au cours des combats contre Franco, et cependant on les gardait en prison sous le prétexte qu'ils étaient des alliés de Franco ! Notre délégation fut spécialement bien accueillie par les prisonniers du P.O.U.M., et nous passâmes une heure dans la cellule de Gironella. Plusieurs prisonniers étaient d'ailleurs incarcérés dans cette même cellule.

C'était une véritable Internationale de prisonniers que cette prison. Il y en avait de France, de Grèce, d'Allemagne, d'Italie, d'Autriche, de Belgique, de Hollande, de Suisse et d'Amérique autant que d'Espagne. Tous ces prisonniers nous pressèrent de faire connaître les brutalités de la Tchéka, avec ses tortures, son « 3e degré » et ses meurtres des militants socialistes combattant en Espagne.

Lorsque nous décidâmes de quitter l'aile antifasciste de la prison, il y eut un rush spontané de tout le monde vers la porte. Les prisonniers chantèrent deux hymnes de la C.N.T., puis l'*Internationale*, et terminèrent avec des vivats à l'adresse de la C.N.T., de la F.A.I. et du P.O.U.M. Le délégué de l'I.L.P. fut spécialement l'objet de la reconnaissance internationale; enfin il y eut des cris de: « A bas la Tchéka du Comintern! », et, à son adresse, de violents sifflets.

C'était une vue très émouvante que celle de ces 500 prisonniers antifascistes, la plupart jeunes, qui remplissaient les galeries, les escaliers et la grande salle, le poing fermé, l'œil brillant, la tête rejetée en arrière en une attitude de défi. Notre dernière vision fut celle de centaines d'hommes applaudissant, de l'autre côté de l'immense porte de fer.

Cette porte de fer était pour nous comme le symbole de la Tchéka du Comintern. C'est par des moyens pareils qu'elle entend supprimer le mouvement révolutionnaire en Espagne afin de substituer au mot d'ordre de « Pouvoir ouvrier » celui de « Démocratie bourgeoise ». L'Internationale communiste et son organisation d'assassins sont en train de faire naître contre eux une haine formidable. Un jour, la tempête éclatera et détruira leur effroyable gangstérisme. Ce sera un désastre pour tous ceux qui y auront participé.

On nous demanda de nous en aller tranquillement vers le bureau car le docteur et le directeur n'avaient jamais vu jusque-là les prisonniers aussi émus et ils craignaient une révolte. Sur notre route, nous rencontrâmes Aurelio Fernandez, ancien chef de la police de Barcelone (C.N.T.), qui nous apprit qu'il était en prison depuis trois mois et demi. Une année

(5) Depuis mon retour, sous la pression communiste, le directeur de la Prison modèle a été remplacé.

(6) On sait que sous le nom de « 3e degré » la police américaine emploie la torture. (*Note du traducteur*).

plus tôt, John Mac Nair et moi-même avions été remarquablement bien reçus par lui à Barcelone, maintenant il était en prison de par la volonté de Burillo, son successeur communiste. Le prétexte de son arrestation était la disparition et la mort d'un officier de police durant sa présence à la tête de la police.

A la prison des femmes

Notre visite suivante fut pour l'Hôpital général où Julia Landau était prisonnière et malade en raison de sa grève de la faim. Elle était en prison depuis plus de 5 mois; c'est pendant ce temps que son mari fut enlevé par la Tchéka, torturé et tué. Malgré cela, nous la trouvâmes pleine de combattivité. Elle était fière de sa lutte contre le Comintern et la Tchéka. C'est une petite femme de 1 m. 50 de haut, pesant quelque 45 kgs, mais pleine de courage et d'énergie. Julia avait à côté d'elle à l'hôpital deux gardes armés et personne ne pouvait la voir sans autorisation.

Julia avait fui avec son mari la terreur hitlérienne et s'était réfugiée à Paris. Tous deux avaient un passé d'héroïsme dans la lutte antifasciste. Lorsque éclata la guerre civile espagnole, ils vinrent en Espagne pour aider, dans toute la mesure où ce leur était possible, à la défaite de Franco. Quand Julia fut arrêtée par la Tchéka, elle put faire prévenir son mari et lui donner les moyens de s'échapper, mais, dans les jours qui suivirent, de nombreuses victimes furent soumises à la torture du 3e degré, nuit et jour, et aux menaces de mort pour les obliger à révéler où Kurt Landau se cachait. Un communiste allemand dont j'ai le nom est un des officiers de la Tchéka du Comintern. Sa menace était, ainsi que je l'appris plus tard par un prisonnier auquel cette menace fut faite : « Il faut que nous ayons Kurt Landau, et que nous le tuions, car il est en opposition avec le Comintern et le Front populaire, et c'est un trotskyste du P.O.U.M. » Kurt fut finalement découvert, enlevé et tué par ordre de la bande des assassins de Moscou.

Nous avions soulevé le cas de Julia devant le ministre de la Justice. Celui-ci nous dit qu'il avait été lui rendre visite dans sa prison, l'avait dissuadée de faire la grève de la faim et lui avait dit franchement que son mari était mort. Le ministre devait la relâcher le jour qui suivit notre visite, mais elle se trouva alors dans cette situation difficile : les communistes lui avaient volé tous ses papiers, y compris son passeport, ses certificats de naissance et de mariage, ainsi qu'ils font toujours. Sur notre demande, il lui fut donné de nouveaux papiers officiels ainsi qu'à une autre camarade allemande, Else Homberger, qui, malgré le fait qu'elle avait un beau passé de 5 ans et demi de lutte ouvrière en Espagne, avait été gardée en prison plus de 5 mois, dont un mois dans la prison secrète de la Tchéka que je décrirai plus loin. Le mari de Else Homberger était au front ; quand il vint pour voir sa femme, on l'expulsa en France (7).

A la prison des femmes, que nous visitâmes ensuite, nous vîmes tout un groupe varié de prisonnières antifascistes. Elles étaient mêlées avec les criminelles de droit commun. Il y avait entre autres une famille de 3 personnes : la mère, la fille et la belle-fille. Le mari de cette dernière était au front et elle l'avait averti de rester au front car sa vie aurait été en danger s'il revenait. C'était une jeune femme allemande, Erika Jilpen, qui était enceinte de 6 mois. Elle était en prison depuis plus de 4 mois, tout simplement parce que, comme d'autres, elle était membre du P.O.U.M.

J'eus une longue conversation avec la doctoresse Carlotta Margulin, une Allemande qui parlait très bien l'anglais. Elle était en Espagne depuis 4 ans, et en prison depuis plus de 5 mois. C'est elle qu'on avait chargée du premier train sanitaire sur le front d'Aragon et ensuite de l'Hôpital Maurin ; elle avait adhéré au P.O.U.M., et c'est pourquoi elle fut arrêtée. Pendant les premières semaines, elle avait été gardée dans la prison secrète de la Tchéka et avait été soumise au « 3e degré » durant 5 h. et demie. C'est à elle que l'officier de la Tchéka du Comintern avait dit que Kurt Landau devait être tué. La doctoresse Margulin fut menacée à plusieurs reprises avant d'être transférée à la prison des femmes. Je suis heureux de dire que, depuis mon retour à Londres, j'ai appris qu'elle avait été relâchée.

Chez deux autres ministres

Nous rendîmes visite au ministre de l'Intérieur Zugazagoitia, socialiste de droite. Nous causâmes deux heures avec lui. Il déplorait la disparition et la mort d'Andrés Nin et de Kurt Landau, et il nous assura qu'une énergique enquête était en cours. Il reconnut ouvertement que l'accusation que les leaders du P.O.U.M. étaient en relations avec Franco était une calomnie.

Je lui demandai : « Comment se fait-il qu'Aurelio Fernandez, de la C.N.T., chef de la police sous le gouvernement précédent, est en prison pour la disparition d'un officier, alors que Burillo, chef communiste de la police lorsque disparurent Andrés Nin, Kurt Landau, Erwin Wolff, Marc Rhein, Georges Tioli et autres, est en liberté? » — Le ministre ne put m'expliquer pourquoi. En réponse à une question sur la domination de la Tchéka, il nous dit : « Que voulez-vous, nous avons reçu de l'aide de la Russie, et nous avons dû, en retour, lui permettre certaines choses qui ne nous plaisent pas. » Il nous promit de hâter l'amnistie pour tous les prisonniers vraiment antifascistes.

Nous fîmes également une visite à M. Miratviles, ministre de la Propagande. Nous y vîmes de nouveaux films d'une attaque sur Madrid et des offensives sur Belchite et en Aragon, et nous eûmes également une longue conversation avec lui. Il déplorait la mort de son ami, Andrés Nin, et nous apprit que quand ce dernier fut arrêté, il téléphona à plusieurs ministres pour s'élever contre l'hypothèse que Nin pourrait avoir quelque relation ou sympathie que ce soit avec Franco. Il pensait que cela avait été une faute de soutenir la résistance de Mai, mais qu'il n'y avait là qu'un conflit intérieur entre antifascistes, et qu'il n'était pas douteux que Nin et d'autres avaient été assassinés.

(7) Depuis que je suis revenu, et après que M. Irujo eut dû abandonner le ministère de la Justice, Julia Landau et Else Homberger ont été à nouveau arrêtées.

A la prison secrète de la Tchéka

Notre dernière visite fut pour la prison secrète de la Tchéka à la place Junta : Adraine Bonanova. Nous avions été avisés de l'existence de cette prison par plusieurs bons camarades. Des prisonniers qui y avaient été nous avaient dit comment ils avaient dû dormir à même le plancher, les hommes et les femmes mêlés dans la même pièce, sous la surveillance de gardiens, sans lumière. Je ne pouvais chasser de ma mémoire le tableau que nous avait fait le camarade italien de ses tortures dans la cellule à l'égout. Quand nous nous approchions de cette prison, mon esprit ne pouvait se détacher de cette question : « Combien d'êtres humains ont-ils été torturés et assassinés par la moderne inquisition? ».

Lorsque nous eûmes monté les marches qui mènent à la prison, nous trouvâmes le chemin barré par deux gardiens, armés de fusils et baïonnette au canon. Nous présentâmes notre autorisation du directeur des prisons et du ministre de la Justice pour visiter les prisons et un mot fut envoyé à l'intérieur. Alors un officier apparut, qui regarda nos autorisations avec un mépris évident. Il nous informa qu'il ne recevait pas d'ordres du directeur des prisons ou du ministre de la Justice, car ce n'étaient pas là ses patrons. Nous lui demandâmes alors qui était son patron, et il nous donna une adresse, celle du quartier général de la Tchéka. Son refus de nous permettre de visiter la prison et les prisonniers était total et définitif.

Je dois ajouter que cet officier de la prison secrète, aussi bien que ses deux gardes armés, étaient d'un type beaucoup plus bas que celui des officiers que nous avions vus jusque-là. Ils avaient tout du gangster. Ce fut l'impression qu'ils nous firent immédiatement, non seulement à moi, mais aussi à Challaye.

Nous allâmes donc au quartier général de la Tchéka, Puerta del Angel 24. Nous entrâmes dans une cour et par un couloir dans une pièce intérieure qui avait toute l'apparence d'un lieu de détention. Nous remarquâmes qu'il y avait sur la table un grand nombre de livres de propagande russes et de journaux communistes, et aucune autre sorte de livres ou de journaux.

Après un court délai, une jeune femme entra, qui nous demanda ce que nous voulions. Elle ne nous cacha pas qu'elle savait qui nous étions, et qu'on l'avait prévenue, de la prison, que nous étions en train de venir. Elle prit les pièces qui nous autorisaient à visiter les prisons. Ensuite apparurent deux jeunes hommes dont ni l'un ni l'autre n'étaient espagnols. Notre interprète qui connaît un grand nombre de langues et de pays fut convaincu par leur accent que l'un était Russe et l'autre Allemand.

Le Russe nous informa que nous ne pouvions ni voir l'intérieur de la prison ni causer avec les prisonniers. Je répondis que nous avions des autorisations du directeur des prisons et du ministre de la Justice et nous demandâmes si notre interlocuteur était plus puissant que le gouvernement, en ajoutant que si on nous refusait l'entrée, nous serions obligés, comme de juste, d'en tirer des conclusions.

Les deux officiers furent évidemment touchés par cette réponse directe et ils se retirèrent pour se consulter ou prendre des ordres. Lorsqu'ils réapparurent, nous fûmes une fois de plus informés que nous ne pourrions voir ni la prison ni les prisonniers : il ne nous restait donc qu'à nous retirer, mais avant de le faire, nous demandâmes si nous pouvions téléphoner au ministre de la Justice. La réponse fut : « Non, nous lui téléphonerons nous-mêmes ». Après dix minutes, on nous informa que M. Irujo n'était pas à son bureau, mais que son secrétaire nous priait de ne pas insister pour visiter la prison.

C'était un défi direct au gouvernement. Nous avions jusque-là l'intention de quitter Barcelone le jour même, mais, étant donné les circonstances, nous décidâmes de rester et de voir qui sortirait vainqueur : le gouvernement ou la Tchéka.

Le matin suivant, nous téléphonions au ministre de la Justice et nous informions son secrétaire que nous n'avions pu voir les prisonniers. Il nous répondit : « Il ne faut pas que vous quittiez Barcelone avec l'impression que le gouvernement n'a pas cette prison sous son contrôle. Si vous voulez vous en remettre à nous, nous vous garantissons que vous pourrez y entrer ».

Pendant quelques heures, nous pensâmes que le ministre était tout de même maître de la prison, mais lorsque, selon la demande qui nous en avait été faite, nous téléphonâmes à son bureau à midi et demi, le secrétaire nous répondit qu'il n'avait pas réussi. Il était clair que le ministre de la Justice n'avait pas été capable d'obtenir de la Tchéka la permission. On nous promettait cependant qu'un nouvel effort serait tenté et, comme il avait été entendu, nous téléphonâmes à nouveau le lendemain. Cette fois le secrétaire nous répondit que des changements étaient en train d'être faits dans la prison, ce qui rendait difficile les visites. Je demandai alors à voir les prisonniers à la porte de la prison, notamment Georges Kopp, Eva Sittig et autres. Mais sans succès.

Le masque était tombé. Nous avions soulevé le voile et montré où résidait le véritable pouvoir. Les ministres voulaient, mais ne pouvaient pas. La Tchéka ne voulait pas, et c'était elle qui pouvait. Nous réalisâmes que si nous insistions davantage, nous-mêmes serions en danger.

Conclusions

Il y a deux brigades internationales

La Russie a acheté l'Espagne. En échange de l'aide russe en armes, il a été donné au Comintern un pouvoir tyrannique dont il use pour emprisonner, torturer et tuer les socialistes qui n'acceptent pas la ligne communiste. Il y a deux brigades internationales en Espagne : l'une est celle qui combat sur les champs de bataille et qui a été constituée par le mouvement socialiste mondial ; l'autre est une Tchéka internationale formée de gangsters aux gages du Comintern tirés particulièrement d'Allemagne et d'Italie. Lénine disait autrefois : « Les chefs ont généralement des passeports dans leur poche, mais comme il n'y a pas assez de passeports, les militants du rang doivent

rester à l'intérieur, face à face avec l'ennemi. »

Les fonctionnaires communistes allemands et italiens qui ont échappé à Hitler et à Mussolini ont maintenant adopté eux-mêmes les méthodes de férocité du fascisme.

La Tchéka commence d'abord par détruire l'autorité morale de tout chef ouvrier honorable en le diffamant, puis elle procède par arrestations, enlèvements, tortures et assassinats. Les victimes de ce trust du meurtre gisent actuellement à Barcelone, à Valence et à Madrid. Où sont Andrés Nin, Erwin Wolff, Marc Rhein, Georges Tioli et tant d'autres ? Où sont tous les bons camarades qui ont disparu des villes d'Espagne ?

Une lettre significative

Pourquoi Benito Pabon, le fameux avocat espagnol, a-t-il dû quitter l'Espagne, traverser la France, et s'embarquer pour les Philippines? Laissons parler Pabon :

Il est très dur pour quelqu'un comme moi, qui a pris une part active et constante dans les événements d'Espagne depuis le 19 juillet, de briser définitivement tous les liens qui me lient à cette activité sans un énorme effort. J'avais entrepris ma tâche avec un tel dévouement que, quelque étrange que cela puisse paraître, je pensais ne pas m'être fait d'ennuis. J'ai répété jusqu'à satiété, dans toutes mes conversations avec les différentes organisations antifascistes, dans toutes les réunions et dans tous mes discours que j'étais fermement convaincu qu'une loyauté mutuelle, une unité d'action et de but pouvaient seules nous donner la victoire...

Néanmoins, et telle est la triste vérité, le désir de certains partis, et particulièrement du parti communiste, de s'emparer de tout, a conduit à une situation pleine de désaccords, de luttes internes sordides et de haines; on a été conduit à cela alors qu'il n'aurait dû y avoir qu'harmonie et compréhension mutuelles.

Le fait est que, en raison pour une large part de l'aide réelle et effective donnée par la Russie à la guerre, le parti communiste gouverne aujourd'hui comme il lui plaît les destinées de l'Espagne républicaine. S'il ne va pas plus loin dans la destruction des autres groupes politiques, c'est seulement parce que, pour le moment, cela ne lui semble pas désirable ni avantageux pour lui-même. Il doit en effet conserver encore certaines apparences pour l'Espagne et pour l'étranger.

Cette dictature du parti communiste signifie l'introduction en Espagne des méthodes politiques caractéristiques de la Russie. La disparition et l'assassinat de Nin furent un symptôme alarmant et tragique. Avec la complicité de certaines sections du département national de la police et en abusant de la bonne foi du ministre de l'Intérieur, l'organisation communiste avait enlevé Nin, et l'avait tué. Cela ne lui suffit pas. Elle inventa une histoire idiote, tout juste bonne pour des enfants et des imbéciles, selon laquelle l'ancien secrétaire de l'Internationale des syndicats rouges était un allié des fascistes et que c'étaient ceux-ci qui l'avaient enlevé des mains de la police.

Une fois lancée sur ce chemin, les enlèvements succédèrent aux enlèvements. Pour en finir avec tous ceux qui ne se soumettent pas à leur volonté, les communistes usent non seulement de la violence mais, ce qui est encore plus abject, de toutes les machinations que Machiavel rêvait d'employer contre ses ennemis. La vie, la liberté, l'honneur, le prestige des hommes même occupant les plus hautes positions, tout cela n'est pas pour eux une barrière. Ils répandent de droite et de gauche des calomnies contre les hommes du plus pur passé révolutionnaire, les appelant traîtres et espions, et fabriquant de faux documents, inventant de toutes pièces des mensonges pour justifier leurs dires...

J'ai pris ma décision, mais avant de quitter définitivement l'Espagne, je sens que c'est mon devoir de fournir cette explication. Mon désir de défendre vos camarades, les militants du P.O.U.M., soumis aux poursuites les plus injustes et les plus absurdes, n'était pas la moindre des raisons qui me firent hésiter. Si j'avais été convaincu que le fait pour moi de rester en Espagne eût donné quelques garanties à vos camarades, je n'aurais pas hésité à rester, même contre mon propre intérêt. Malheureusement, je dois vous confesser que, connaissant la situation comme je la connais, tous les efforts que je me serais permis de faire auraient été inutiles et dangereux.

Récemment, dans l'Espagne antifasciste, on a adopté une théorie plus abracadabrante que toutes celles que nous aurions imaginé possibles, pendant la période la plus despotique de la monarchie. C'est la théorie qu'un avocat qui défend une cause peut, pour cette seule raison, être accusé de complicité dans les actes dont sont accusés ses clients! Telle est en effet l'explication donnée pour l'arrestation et l'emprisonnement d'un certain nombre d'avocats bien connus. La presse communiste formula clairement cette opinion que, du fait que j'étais l'avocat du P.O.U.M., j'étais autant un traître, un espion et un ami de Franco qu'on reprochait de l'être à mes clients. Pouvez-vous me dire quelles garanties je pouvais avoir dans une telle atmosphère — où les calomnies sont inventées et les faux établis d'un jour à l'autre — que mon rôle d'avocat défenseur n'aurait pas été changé en celui d'accusé, sans aucune possibilité pour moi de me défendre contre toutes les calomnies qu'il leur aurait plu de déverser sur ma tête?...

D'ici, et de partout d'autre qu'en Espagne, je suis prêt à vous aider en vous renseignant sur les véritables faits de la cause. J'ai abandonné tout, je m'en vais complètement désillusionné. Je soulage mon cœur auprès de vous, tout plein de la tristesse où je suis d'avoir quitté un pays dans lequel j'ai aussi loyalement travaillé afin d'essayer de remédier, autant qu'il était en mon pouvoir, aux injustices dont souffre notre peuple.

(*Les lignes ci-dessus sont extraites d'une lettre de Me Pabon à la Commission exécutive du P.O.U.M.*).

Terreur du Comintern ou Liberté socialiste?

Moscou voudrait faire taire les langues, enchaîner les membres, et réduire à l'état de mannequin chaque militant, dans le monde entier. Moscou achète et corrompt les chefs en chaque pays et dépense des sommes considérables pour sa propagande. Mais cela ne peut durer indéfiniment. Un prix terrible sera payé pour cette trahison et, contre elle, s'amasse chaque jour, en chaque pays, davantage d'hostilité. Les amis de la Russie sont horrifiés par la masse de meurtres qui se commettent. Nous commençons à comprendre les raisons pour lesquelles Trotsky et ses partisans ont été bannis et pour lesquelles on les menace de mort.

C'est ma conviction profonde, dérivée de l'étude et de l'expérience de la politique communiste, qu'aider les communistes à obtenir une place quelconque dans le mouvement ouvrier est une criminelle folie. Pour ma part, je ne peux excuser ni défendre leurs agissements : l'honneur humain exige qu'on dénonce leur conduite bestiale.

Si le socialisme signifie ce que Moscou cherche à imposer, je ne suis pas socialiste. Le socialisme pour lequel je milite doit donner la liberté et non la tyrannie aux travailleurs. Toutes les tyrannies, je les dénoncerai. Les travailleurs de Grande-Bretagne doivent choisir entre la terreur du Comintern et la Liberté socialiste. Je sais d'avance quel sera leur choix dès qu'ils sauront.

JOHN MAC GOVERN.

La part de la 25e division dans la prise de Teruel

Nous avons a plusieurs reprises publié des lettres d'un camarade de la 25e division (116e brigade), l'ancienne division Jubert, une division typiquement céentiste. Le secteur de cette division était face à Saragosse au sud de l'Ebre; c'est là que se passa le gros de l'offensive d'août (Quinto, Belchite...), et la 25e division y prit la part que nous avons signalée. Teruel, en revanche, était à près d'une centaine de kilomètres de ses positions. Mais, à la veille de la bataille, on déplaça la 25e division tout entière pour l'y faire participer. Nous n'avons pas encore de lettres directes de nos camarades; en attendant nous publions un rapport schématique, écrit à Teruel même, le 21 décembre, à 8 heures du soir. Le voici :

La 25e division formée des 116e, 117e et 118e brigades partit sur l'ordre du haut commandement pour le front de Teruel, afin d'occuper les positions indiquées par le Quartier général.

Le commandant de la 25e division est un vieux membre de la C.N.T., le camarade Vivancos qui a fait depuis les débuts de la guerre un travail inestimable.

La 116e brigade, dont le chef militaire est Boada et le commissaire politique Francisco Merono, vieux membre aussi de la C.N.T., s'installa dans la ville de Corbalan. La 118e brigade ayant comme chef Castan, et comme commissaire politique Carot, prit position à Sedrilla; enfin, la 117e brigade, sous le commandement de Bretos, également un camarade à nous, s'installa à Estriche. Le commandement de la division s'installait à Corbalan.

Aux premières heures de la matinée du 15 décembre, les 116e et 117e brigades prenaient position pour l'attaque, et attendaient les ordres du commandement de la division qui avait installé son poste de commandement en un lieu appelé Muleton.

Le jour même, la 116e brigade fit un travail magnifique, s'emparant de toutes les positions qu'il lui avait été donné l'ordre d'occuper. Ces positions servirent ensuite de base de départ pour la conquête finale de Teruel. La bataille avait été extrêmement dure et pendant toute cette journée le combat se poursuivit presque entièrement à la grenade à main. La 116e brigade dut littéralement déloger les fascistes de leurs tranchées à la pointe des baïonnettes.

Ce jour même les autres brigades de la 25e division, en compagnie d'autres forces, attaquaient et prenaient la ville de Concud, encerclant ainsi totalement Teruel.

Le 16, une très forte tempête de neige interrompit les opérations, mais nos forces maintinrent en dépit du mauvais temps toutes les positions occupées. Durant ces premiers jours de l'attaque, la 25e division prit un nombre considérable de positions et recueillit un grand nombre de réfugiés civils.

Le 17, la 117e brigade attaquait le cimetière de Teruel, aidée par 20 tanks, et, malgré que les tanks n'agirent point comme on l'espérait, l'attaque fut menée avec une grande bravoure et tous les objectifs atteints.

Le 18, la 116e brigade, après une violente attaque contre les forces qui défendaient le cimetière, parvint à occuper quelques-unes des défenses ennemies qui étaient de véritables forteresses, maçonnées et cimentées. La 118e brigade qui, jusque-là avait été gardée en réserve, releva la 117e et continua l'action contre Teruel du côté du cimetière.

Le 19, l'aviation effectua plusieurs vols et la 118e brigade essaya à plusieurs reprises de s'emparer des défenses protégeant l'entrée de Teruel, mais sans succès. Voyant que les tanks ne rendaient pas les services qu'on attendait d'eux, les officiers de la brigade firent un geste magnifique : sans attendre que les tanks finissent leur travail, ils se précipitèrent sur les positions ennemies et, quoique nous eûmes à souffrir un nombre élevé de pertes, la bataille était gagnée.

Le 20, nos batteries, sous le commandement d'Escalona, déversèrent, obus sur obus, avec une remarquable précision, juste en plein fortifications ennemies d'où les attaques étaient lancées pour briser notre cercle. Il y eut des moments où l'on craignait que les fascistes ne parvinssent à enfoncer nos lignes et à se relier aux rebelles encerclés dans Teruel. Le héros de ce combat fut Escalona, qui, à la tête de 3 bataillons, envoya, en l'espace de 3 heures, 1500 obus sur les rangs ennemis avec un effet tel que les pertes qui leur furent infligées dépassèrent de loin 3000.

Le soir du 19, un chauffeur au service des rebelles traversa nos lignes et il se trouva qu'il était le frère d'un des officiers supérieurs de la 25e division. Aussitôt qu'il eut vu son frère, il lui donna d'importants détails sur les forces rebelles qui défendaient Teruel et qui se montaient approximativement à 10.000 hommes.

Le lendemain, le plus important combat eut lieu sur la route de Teruel à Cortès, au cours duquel les 117e et 118e brigades combattirent vaillamment en causant des pertes énormes à l'ennemi. La 116e brigade mixte joua le plus grand rôle dans la prise même de Teruel, étant la force la plus rapprochée de la ville lorsque celle-ci se rendit. Pendant l'après-midi du 21, et tandis que les hommes de la 116e brigade luttaient maison par maison, on reçut l'avis que la ville s'était rendue au 20e corps d'armée et que finissait ainsi, après 10 jours, la plus intense des batailles au milieu du froid et de la neige.

Nous pouvons dire en toute certitude que le commandement, les officiers et les soldats de la 25e division furent ceux qui contribuèrent le plus à la victoire par la part qu'ils prirent dans les attaques sur Teruel, depuis le premier jour, en provenance du Nord et du Nord-Est. La surface du terrain conquis est de près de 500 kilomètres carrés. Entre morts et blessés, nous eûmes quelque 2000 pertes; on calcule que l'ennemi eut, entre morts, blessés et prisonniers, 10.000 hommes hors de combat.

A LA CONCEPTION DE PARTI, ORGANISATION DE L'« ELITE », NOUS OPPOSONS LE SYNDICAT, L'ORGANISATION DE TOUS.

« Solidaridad Obrera ».

NOTES D'ÉCONOMIE ET DE POLITIQUE

LE MINISTERE DE L'ETOUFFEMENT

Je me suis toujours élevé contre la croyance que les grands mouvements économiques, financiers et monétaires étaient le fait des « puissances d'argent ». Celles-ci sont aussi débordées par les contradictions capitalistes que quiconque; elles ne sont les auteurs conscients et volontaires ni des crises, ni des guerres, ni de la « vie chère »; elles ne sont pas davantage les maîtresses des variations monétaires durables.

Mais en revanche, il est bien évident qu'il leur est possible d'agir sur ces phénomènes, lorsqu'il ne s'agit que d'une action limitée et temporaire. Il est absurde de penser qu'il était au pouvoir des « puissances capitalistes » d'empêcher que le franc ne tombe à deux sous, mais il va de soi qu'elles peuvent à un moment donné faire varier pendant quelques jours la livre d'un ou plusieurs francs en baisse ou en hausse selon leur intérêt du moment.

Il est manifeste que cela s'est produit durant la seconde semaine de janvier. La brusque tension qui s'est produite à ce moment sur le marché des changes a été le résultat d'une volonté délibérée, comme le montre la soudaineté du mouvement, et d'une volonté résolue à tout faire pour que la manœuvre réussisse, comme le montre son ampleur.

Le but poursuivi était bien clair : il s'agissait de faire tomber le ministère, ou, plus exactement, de l'amener à s'en aller. Les auteurs de la manœuvre avaient manifestement partie liée avec les chefs du parti radical, le plus corrompu et le plus servile des partis qui sont au service du capitalisme; il suffisait de leur fournir un prétexte. On le leur donna en vendant des francs. Ce fut vite fait : l'opération commença le lundi, le mardi Bonnet déclare qu'il est affolé, le mercredi matin Chautemps réunit un Conseil de cabinet extraordinaire où il monte le scénario qui lui permettra de « démissionner » son ministère : il fera une « déclaration » à la Chambre, et il s'arrangera à la rendre telle que les ministres socialistes devront s'en aller.

Cependant la manœuvre faillit rater : les ministres socialistes tiennent terriblement à leurs portefeuilles; malgré la provocation, malgré qu'il est évident que Chautemps vient de leur signifier leur congé, ils se cramponnent, ils demandent un second discours, et cette satisfaction de forme qui ne pouvait décemment leur être refusée leur ayant été donnée, ils décident de rester, et le groupe socialiste votera la confiance. Le ministère Chautemps-Blum va donc avoir son habituelle majorité, peut-être même renforcée. Ça c'est la catastrophe! Chautemps, qui veut à toutes forces être démissionnaire avant l'aube, car il risque, sinon, d'être cassé aux gages, n'a plus que la ressource d'un incident de séance, mais pour ce vieux politicien c'est un jeu de le trouver. Les ministres socialistes doivent alors bon gré mal gré démissionner : Chautemps-Bonnet sont parvenus à leurs fins. Leurs patrons seront satisfaits.

Jamais événement parlementaire ne s'est déroulé d'une façon plus claire, on pourrait presque dire : cartes sur table.

Une seule question est à élucider, elle est d'importance : pourquoi les puissances capitalistes, ou, tout au moins, certaines d'entre elles, ont-elles ainsi voulu subitement le départ du ministère Chautemps-Blum... - Dormoy?

Cette brusque décision n'a pu être commandée elle-même que par de brusques et récents événements. Or, deux choses importantes seulement se sont produites dans les journées qui ont précédé la crise : l'une est la convocation par Chautemps d'une conférence mixte de la C.G.T. et de la C.G.P.F. à laquelle cette dernière a refusé de se rendre, l'autre est le développement sensationnel de l'affaire des Cagoulards. Il n'y a pas de doute. C'est l'un ou l'autre de ces deux événements qui a fait donner l'ordre à Chautemps de dissoudre son ministère.

Il me semble peu probable que ce soit le premier. Les patrons n'avaient rien à craindre d'une initiative de Chautemps, conduite par Chautemps, en tout cas ils avaient le temps de voir venir, rien ne pressait.

Il n'en était pas de même pour l'affaire du C.S.A.R. Ici il fallait opérer de toute urgence; le feu était à la maison; dès l'instant où la Sûreté Nationale annonça publiquement que les bombes de l'Etoile avaient été déposées par les Cagoulards, les grands patrons compromis ne pouvaient plus être tranquilles, Dormoy, ou l'un de ses subordonnés, pouvait, à la moindre occasion, cesser de jouer le jeu : dévoiler l'un des grands chefs du mouvement. Passer des employés de Michelin à Michelin lui-même par exemple. Il fallait donc à tout prix et immédiatement couper court au danger, c'est ce qu'on fit.

Le rapprochement des dates est significatif.

Pendant toute la première semaine de janvier le franc se maintient, simplement surveillé par le fonds d'égalisation : la livre termine tous les jours à 147 fr. 30, elle baisse même à 147,27 le 5 janvier. Le 7 encore elle a terminé à 147,30. Mais voici que le 10, une pression se manifeste, telle, que pour la première fois depuis fort longtemps, le fonds d'égalisation ne parvient pas à empêcher la livre de monter à 147,48 : c'est le jour où Locuty avoue être l'auteur des attentats de l'Etoile. Le lendemain et le surlendemain, la

pression continue : la livre termine à 147,65 et 147,63. Enfin, le surlendemain, 13, la livre grimpe d'un coup à 149,50 : Bouvyer a avoué être l'auteur du meurtre des Rosselli.

Un tel synchronisme parle par lui-même.

On a fait démissionner Chautemps, en lui fournissant le prétexte des changes, pour démissionner de l'Intérieur Dormoy, dont on n'était pas assez sûr. Avec Sarraut désormais à l'Intérieur, Sarraut, le plus taré des politiciens du plus taré des partis, tout le monde peut maintenant dormir sur les deux oreilles, Marcel Michelin, entre autres, et son co-administrateur, qui voyageaient à l'étranger, pourront sans risque rentrer en France : on est sûr avec Sarraut qu'il jouera le jeu.

Le nouveau ministère Chautemps est le ministère de l'étouffement des crimes du C.S.A.R.

LA PREMIERE TENTATIVE D'UN GOUVERNEMENT DE GUERRE

Plus important encore peut-être que le départ du ministère Chautemps-Blum, est la tentative de Blum de former un gouvernement d'« Union sacrée » de Reynaud à Thorez. Un tel gouvernement ne pouvait avoir qu'un objectif et qu'un but: préparer la guerre et la faire. On ne consent pas à l'« Union sacrée » pour autre chose.

Cela indique combien la volonté de guerre a progressé. La formule du ministère que Blum a voulu constituer est exactement celle pour laquelle, il y a un peu plus d'un an, les communistes faisaient campagne sous le vocable de *Front français*. A l'époque il n'y avait encore que les communistes pour vouloir la guerre et un ministère *ad hoc;* les socialistes s'y opposaient véhémentement. Aujourd'hui ce sont les socialistes eux-mêmes, leur chef, celui qui se donne comme le pacifiste des pacifistes, qui prend l'initiative de former le *Front français*, le front de la guerre. On voit tout le chemin parcouru...

La formidable majorité obtenue par Chautemps — de Reynaud à Thorez — montre que l'opération tentée par Blum a réussi sur le plan parlementaire, en attendant qu'elle soit réalisée sur le plan ministériel. Nous n'avons pas encore le gouvernement de la guerre, mais *nous avons déjà la majorité de la guerre,* — ceci précédant cela.

Contre la guerre, à laquelle conduisent le Front français et l' « Union sacrée », il n'est qu'une politique efficace : celle qui prend l'exact contre-pied de la politique d' « Union sacrée ». L' « Union sacrée » c'est par définition l'arrêt de la lutte de classes; le seul moyen, sinon d'empêcher, tout au moins de retarder la guerre, c'est *l'intensification de la lutte de classes.* Un pays où des antagonismes de classes sont en pleine activité ne peut pas faire la guerre : il ne la fait pas. La « concorde nationale » c'est la guerre; la discorde nationale c'est la paix. En luttant pour ses salaires, en luttant contre l'arbitraire patronal, en faisant grève au maximum, en occupant les usines, la classe ouvrière fait le seul travail possible et efficace pour la paix.

R. LOUZON.

P. S. — Ainsi que je m'y attendais, ma dernière note sur la Palestine a amené des protestations.

Un camarade d'Alger estime que « *les Juifs ont apporté en Palestine beaucoup de réalisations* », et qu'ils « *n'ont apporté aux Arabes que du bien-être* ».

Je connais l'antienne. C'est celle de tous les colonisateurs, lorsqu'ils cherchent à justifier leur colonisation : « Nous avons apporté des routes, des chemins de fer, une administration régulière, comment ces gens ne nous baisent-ils pas les mains? » — L'argument ne vaut pas davantage lorsque ce sont des Juifs qui colonisent que lorsque ce sont des Chrétiens. Il n'y a qu'un critérium véritable pour juger des « bienfaits » que la colonisation apporte aux colonies, c'est *l'opinion des colonisés eux-mêmes.* Or, l'opinion des habitants de la Palestine n'est pas niable : les sacrifices formidables qu'ils sont en train de consentir (villages rasés, emprisonnements, déportations et massacres) afin de tenter de mettre un terme aux « bienfaits » de la colonisation anglo-juive en sont la preuve.

Quant aux actes de terrorisme qu'ils commettent et que notre correspondant estime « en tous cas ne pas être justifiables » et pour lesquels il regrette seulement que la répression ait eu un caractère trop « tardif », il va de soi que nous n'avons pas du tout la même opinion que lui à cet égard. Le terrorisme est la dernière ressource des peuples réduits au désespoir. J'ai déjà attiré l'attention sur la similitude des actes actuellement commis en Palestine avec ceux commis par les « fenians » irlandais au siècle dernier. La situation de la Palestine est comparable à ce que fut celle de l'Irlande : domination d'un Etat étranger qui importe en foule une population étrangère qui devient propriétaire des terres jusque-là possédées par l'indigène; l'analogie se trouve même poussée encore plus loin puisque, comme en Irlande (Ulster), on compte démembrer le pays en constituant en Etat séparé la partie du pays où, l'expropriation ayant été la plus poussée, les « colons » sont le plus fortement massés. Que les colons soient les Juifs du Sionisme ou les puritains de Cromwell, cela ne change rien à la chose; la situation est la même, d'où... la même réaction.

— L'autre protestation émane d'un camarade de Suisse; elle est d'un autre ordre. Ce camarade estime que prétendre que les Juifs ne sont pas les descendants des anciens habitants de la Judée « n'est que contre-vérité », et s'il parlait de cette thèse à ses meilleurs amis, qui se trouvent justement être Juifs, « ils n'en reviendraient pas ».

Que les Juifs, tout comme les antisémites, n'acceptent pas cette thèse, je m'en doute un peu. C'est un fait bien connu en effet que chez les minorités ethniques ou religieuses se développe presque toujours un sentiment de supériorité par rapport aux majorités qui les entourent (ainsi, en France, les protestants par rapport aux catholiques). Chez les Juifs, qui sont la minorité typique, qui sont partout minorité, ce sentiment a pris un développement considérable qui s'exprime notamment par le mythe qu'ils appartiennent à Israël, « *peuple élu* ». Si vous leur supprimez cette appartenance, vous leur supprimez par là même le fondement de leur croyance en leur supériorité,

chose à laquelle ils ne sont certainement pas du tout disposés.

Mais le sentiment des Juifs en la matière n'a, en ce qui concerne l'exactitude du fait, aucune importance. Que notre correspondant et ceux qui penseraient comme lui veuillent bien étudier directement la question, ou tout au moins se renseigner. J'ai eu souvent l'occasion, dans la *R. P.* même, et ailleurs avant son existence, d'indiquer quelques sources de renseignements à cet égard. Je rappellerai seulement une fois encore, comme point de départ, la conférence de Renan, au Cercle Saint-Simon, sur : *le judaïsme est-il une race ou une religion?* Car j'avoue que j'ai la faiblesse d'accorder à Renan une très grande autorité en la matière. D'autre part, dans toutes les études sur tel ou tel groupe juif dont j'ai eu l'occasion de prendre connaissance, il n'en est pas une où, soit au point de vue historique, soit au point de vue anthropologique, on trouve le moindre fait en faveur de l'unité ethnique des gens de religion juive; en revanche, on y trouve, à chaque pas, des faits dans le sens contraire.

Mais l'opinion de Renan n'en paraîtra pas moins toujours hélas! un paradoxe monstrueux pour ceux qui font fi des évidences les plus criantes dès qu'elles ne sont pas conformes au préjugé commun. Il y aura toujours des gens pour croire que des Juifs parfaitement noirs comme ceux de l'Inde appartiennent à la même race que les Juifs parfaitement blancs de nos pays, que des peuples turcs qui occupaient tout le sud de la Russie, comme les Khozars qui se sont convertis entièrement au judaïsme au neuvième siècle, n'ont plus un seul descendant parmi les Juifs d'aujourd'hui, comme il y a même des gens qui sont persuadés que le yiddisch est une langue sémitique, parce qu'il a plu aux rabbins de transcrire en caractères hébreux cette pure langue germanique!

R. L.

LES MASSACRES DU «FRONT POPULAIRE»

Comment les 6 ouvriers de Bizerte ont été tués

Bizerte, 8 janvier : la troupe tire sur des manifestants pacifiques : 6 tués.

C'est la cinquième fusillade en Tunisie, la septième en Afrique du Nord, depuis l'avènement du Front populaire. Au Maroc : Meknès et Port-Lyautey; en Tunisie : Metlaoui (mineurs grévistes de la Compagnie de Gafsa), M'dillah (mineurs grévistes de la Cie des phosphates du même nom), Metline (mineurs grévistes des mines de fer de Djérissa), Béjà et enfin Bizerte : ouvriers coupables de protester contre l'expulsion du secrétaire de leur Union locale de syndicats.

C'est peut-être regrettable, mais les faits sont les faits : jamais, avant le Front populaire, il n'y eut rien de semblable en Afrique du Nord ; jamais le sang n'y a aussi souvent coulé depuis l'avènement de la IIIe République : plus en 18 mois qu'en 65 ans.

Il n'y a pas eu de tracts

Pour justifier leur nouveau crime, les bandits gouvernementaux, fidèles à leur habituelle politique de mensonges et de diffamation, ont fait répandre, le jour même, par leur presse à tout faire, que la nuit d'avant il avait été distribué des tracts menaçant de mort ceux qui ne participeraient pas à la grève de protestation contre l'expulsion pour faits de grève d'Hassen Nouri, secrétaire de l'Union locale des syndicats (C.G.T.T.). C'est un mensonge. Un mensonge plus scandaleux encore que celui de l' « Oued pestilentiel » de Meknès. *Il n'y a pas eu de tracts.* Un tract, c'est un papier imprimé, ou pour le moins ronéotypé, distribué à un grand nombre d'exemplaires.

Or, tout ce que la police a pu montrer ce furent trois feuilles (trois exactement) écrites *à la main* et qui portaient en effet : « Grève et manifestation. Mort aux récalcitrants ». Autrement dit, des feuilles comme n'importe quel agent provocateur peut en fabriquer, comme n'importe quel policier peut en faire établir en 5 minutes pour se justifier.

Le commissaire tire

Car c'est, comme de juste, la police et plus précisément le commissaire de police Filippi, qui sont directement responsables du sang versé. C'est le commissaire Filippi qui, armé de deux revolvers, a, sans aucune provocation et, bien entendu, sans aucune sommation, tiré sur un manifestant, ce qui a déclenché la fusillade de la troupe.

Voici comment l'*Action tunisienne*, dans son numéro spécial du 11 janvier, décrit les faits :

Une partie de la colonne, qui se rendait au Contrôle civil pour y remettre la protestation contre l'expulsion de Nouri, arriva rue d'Alger; elle se heurta au commissaire Filippi et à la troupe.

Abdel Jelil Senoussi, un des manifestants, se présenta au commissaire et lui dit : « Inutile d'employer la force, nous avons une simple protestation à remettre au contrôleur. Nous allons y aller en ordre. »

Le commissaire lui répondit sur un ton plutôt agressif : « Je ne comprends pas. »

Il sortit alors deux revolvers, de gros calibre, et tira. Un de ses agents en fit de même. A ce moment, l'ordre fut donné à la troupe de tirer. Une salve partit.

Les manifestants n'ont pas entendu de sommations. Il n'y a pas eu de pierres jetées, la rue était propre, goudronnée et bordée de maisons neuves. Nous n'avons remarqué aucune trace de pierre, ni sur les murs, ni sur les portes. S'il y avait eu une pluie de pierres comme le prétendent les autorités, ces pierres auraient laissé des traces sur les vitrines : or, en fait de traces, il n'y avait que celles des balles sur les corps des malheureux ouvriers. Le tir aurait duré deux bonnes minutes.

Une des balles tirées par le commissaire traversa le crâne du journalier Mohamed Dhaouadi, dont la cervelle jaillit contre le mur. Les traces furent lavées par un jet d'eau bien avant que le Parquet ne fût sur les lieux.

Quelques manifestants rebroussèrent chemin pour porter secours aux blessés. La cavalerie, précédée de deux tanks, fonça sur eux.

Tels sont les faits. R. L.

Libérez Ghezzi !

Les lecteurs de la *R. P.* ont appris par la note publiée dans le dernier numéro que Francesco Ghezzi, militant milanais très connu, est de nouveau arrêté à Moscou.

On se rappelle que la *R. P.* participa à la campagne que les amis de Ghezzi ont menée au cours des années 1929-30, et qui aboutit à sa libération.

On se rappelle aussi que les staliniens lancèrent contre Ghezzi les pires accusations et notamment celle d'intelligence avec l'ambassade italienne. Les valets de Staline à l'étranger se livrèrent aux calomnies les plus basses. Mais l'énergique campagne fit reculer le Guépéou; en 1931, Vaillant-Couturier retour de Moscou s'était même permis de qualifier Ghezzi de « bolchévik dévoué », envers qui, ajoutait-il, le Guépéou avait commis une erreur, qu'il venait de corriger.

Ghezzi sortit de prison presque mourant; aussitôt remis, il recommença à travailler comme ouvrier métallurgiste dans une usine à Moscou. Il n'a jamais occupé de poste « responsable » en Russie; il ne pouvait donc être en possession ni de secrets d'Etat, ni de ceux de l'industrie, car il ne dirigea jamais d'entreprise.

De quoi pourrait-il être coupable devant la « justice » de Staline-Yejov, si ce n'est d'avoir été connu comme militant revolutionnaire intègre?

Il est certain que pendant près de 7 ans Ghezzi a joui d'une certaine « immunité » grâce à la campagne que ses amis avaient menée autrefois en sa faveur. Sans doute son dossier, dans les bureaux du Guépéou, contient-il une note indiquant qu'il est dangereux de toucher à l'individu, sous peine de déclencher une nouvelle campagne.

Mais depuis, Yagoda est tombé en disgrâce et Yejov croit nécessaire de ne pas tenir compte des recommandations de son prédécesseur. Camarades, prouvons-lui qu'il se trompe. Rappelons aussi à Staline que, si lui trahit et assassine ses vieux compagnons de lutte, nous autres, nous restons fidèles à nos amitiés et à la camaraderie.

Il se trouve ici pas mal d'anciens amis de lutte de Ghezzi, des compagnons de cette magnifique génération du prolétariat italien qui, pendant les années d'après-guerre, se lancèrent à la conquête des usines. Notre ami Francesco était un des plus énergiques et infatigables parmi nous. Nous ne laisserons pas la bande Staline-Yejov l'assassiner, comme ils ont fait de tant d'autres.

Nous tenons à prévenir sa majesté Staline I, dont le pouvoir absolu en Russie nous est suffisamment connu, que s'il arrivait malheur à Ghezzi, nous nous chargerions d'y donner des répercussions dont l'extension serait imprévisible.

Pour éviter cela Staline-Yejov sont tenus de libérer immédiatement Ghezzi et de le laisser partir à l'étranger. D'ailleurs, notre camarade a demandé officiellement depuis l'année passée la possibilité d'aller sur le front antifasciste en Espagne. Maintenant nous répétons cette demande : qu'on laisse partir Ghezzi et qu'on ait soin de ne pas le remettre entre les mains de la police mussolinienne, comme le Guépéou a déjà fait avec un autre militant ouvrier italien : Petrini.

UN GROUPE D'AMIS DE FRANCESCO GHEZZI.

La Croisade blanche contre les peuples jaunes

INDE

1757 — 1856

Conquête de l'Inde par l'Angleterre

1757 : Conquête du Bengale.
1769 : Famine au Bengale (mort d'un tiers de la population).
1778 : Conquête du Goujerat.
1792 : Guerre contre Mysore.
1802 : Guerre contre les Mahrattes.
1815 : Guerre contre les Gourkas.
1830 : Conquête de Mysore.
1842 : Guerre contre l'Afghanistan.
1843 : Conquête du Sind.
1845 : Guerre contre les Sikhs.
1849 : Conquête du Pendjab.
1850 : Guerre contre la Birmanie.
1853 : Conquête de Nagpur, du Bérar, etc.

« Stabilisation »

1857 : Révolte des Cipayes, étouffée dans une mer de sang.
1865 : Famine dans l'Orissa (mort d'un quart de la population).
1876 : Famine dans toute l'Inde (mort de 5 millions de personnes).
1919-1938 : Massacre d'Amritsar (plusieurs centaines de tués), règne ininterrompu de la terreur gouvernementale, famine endémique.

INDOCHINE

1859 — 1867

Conquête de la Cochinchine par la France

1859 : Prise d'assaut de Saïgon, Mytho, Vinh-Long, etc.
1862 : Annexion de trois provinces.
1867 : Annexion de trois autres provinces.

1873 — 1888

Conquête de l'Annam et du Tonkin par la France

1873 : Hanoï est pris, perdu, attaqué sans succès, repris.
Langson est pris, perdu, attaqué sans succès, repris.
Destruction de la flotte chinoise et de Fou Tchéou.

« Stabilisation »

1888-1895 : Insurrections constantes « réprimées » en rasant les villages, confisquant les terres, etc.

1898 : Soulèvement du Tonkin, on exécute jusqu'à 30 « rebelles » par jour.
1930-1931 : Révolte de Yen Bay. Soulèvement paysan général. 150 condamnés à mort, 10.000 envoyés au bagne.

CHINE

1840 : Guerre de l'opium : prise d'Amoy, de Changhaï par l'Angleterre, etc.
1842 : Ouverture forcée de ports chinois au commerce britannique.
Annexion de Hong-Kong par l'Angleterre.
21 millions de dollars à payer par la Chine.
1843 : Fixation par les Etats européens des droits de douane de la Chine et établissement en Chine de tribunaux étrangers.
1844 : Etablissement sur le territoire chinois de « concessions étrangères ».
1858 : Bombardement de Canton par la France et l'Angleterre.
8 millions de taëls (1) à payer par la Chine.
1860 : « Expédition de Chine » par la France et l'Angleterre, prise de Tien-Tsin, de Pékin, incendie du Palais d'Eté.
16 millions de taëls à payer par la Chine.
1862 : Guerre contre les Taïping par un corps international.
1897 : Occupation par l'Allemagne de Kiao-Tchéou.
1898 : Occupation par la Russie de Port-Arthur, par l'Angleterre de Weï Haï Weï et par la France de Kouang-Tcheou-Wan.
Installation des Russes en Mandchourie.
1900 : Expédition internationale «des Boxers », établissement de garnisons étrangères à Pékin, 450 millions de taëls à payer par la Chine.
1904 : 5.000 Chinois sont noyés dans l'Amour par les Russes.
1921 : Conférence de Washington : refus d'abandonner aucun des droits précédemment conquis.
1929 : Invasion de la Mandchourie du Nord par une armée russe dite « soviétique ».

(1) Le taël valait 3 fr. 75 (franc de Germinal).

INDONESIE

1610 — 1770

Conquête de Java par la Hollande

1610 : Destruction de l'Etat de Jacatra.
1682 : Conquête de l'Etat de Bantam.
1750 : Conquête de l'Etat de Mataram.

1821 — 1880

Conquête de Sumatra par la Hollande

1840 : Guerre contre les Atchinois.
1872 : Guerre contre les Tobas.
1874 : Guerre d'Atjek (coût : 100.000 hommes).
1878 : Nouvelle guerre contre les Tobas.

« Stabilisation »

1926 : Insurrection à Java : dizaines d'exécutions.
1933 : Révolte du « Zeven Provincien » ; milliers de déportations.

JAPON

1853 : Expédition américaine du Commodore Perry qui oblige le Japon à ouvrir deux ports au commerce américain.
1864 : Les flottes anglaise, française, américaine et hollandaise bombardent et détruisent les forts de Shimonoseki.
1868 : Le Japon se transforme... et s'arme ; le noyau de la contre-croisade va se constituer.

L'UN DES PRINCIPAUX CROISES BLANCS
(*Composition de Kupka pour l'*Homme et la Terre, *d'E. Reclus.*)

RENAISSANCE
DU SYNDICALISME

UN ÉPISODE DE LA GRÈVE DES TRANSPORTS PARISIENS

Les camions militaires dans le Croissant

(La scène se passe rue du Croissant, un soir de fin décembre 1937. Soirée passablement agitée, à cause de la présence de camions militaires qui enlèvent les journaux imprimés, aux lieu et place des camionnettes vertes de chez Hachette dont les chauffeurs sont en grève en même temps, d'ailleurs, que les chauffeurs de tous les transports commerciaux de Paris.

A la « brisure » (ainsi nomme-t-on le repos d'un quart d'heure des équipes qui composent les journaux) des groupes se forment et l'on discute ferme tant dans la rue qu'autour des zincs. Les gars du Livre répugnent à travailler sous la protection de la force armée. La présence des camions militaires à la porte des imprimeries cause un pénible malaise.

Un dialogue s'établit entre un jeune communiste du Livre et un vieux typo réformiste.)

LE JEUNE COMMUNISTE. — Eh bien! vieux? Ça ne va pas?

LE VIEUX TYPO. — Non, ça ne va pas!

LE JEUNE COMMUNISTE. — Quoi? Tu ronchonnes à cause des camions militaires? En voilà une affaire! Il est nécessaire que les journaux ouvriers soient distribués. Tu te rends compte, si les copains n'avaient pas leur *Huma*, en ce moment!

LE VIEUX TYPO. — Mon petit gars, écoute bien. J'ai quarante ans de Croissant et plus de quarante ans de syndicat. Je suis un réformiste, un « keuféristе » comme on disait dans le temps. Je ne suis pas de la « promotion Blum ». A notre époque, il fallait un certain cran pour avoir sa carte syndicale, et nous ne la cachions jamais. Eh bien! nous n'aurions jamais toléré ça. Les camions militaires dans le Croissant!

LE JEUNE COMMUNISTE. — Préjugé! On ne peut pas priver les ouvriers de leurs journaux. Et puis, il paraît que nous avons la permission du syndicat des Transports...

LE VIEUX TYPO. — La permission de briser la grève, de « sarrasiner »?

LE JEUNE COMMUNISTE. — Tu n'es plus à la page! Le parti tient son congrès à Arles. Tu parles d'un coup dur si les congressistes n'avaient pas l'*Huma* et si les camarades de toute la France ne pouvaient savoir ce qui se passe là-bas.

LE VIEUX TYPO. — C'est ça! Il faut que tout le monde sache que l'authentique marquis de Baroncelli a salué les congressistes à la tête de ses guardians. Au prochain coup, nous verrons le primat des Gaules bénir Maurice Thorez pendant que le congrès chantera l'*Ave Maria*...

(Le ton s'élève, et un petit groupe se forme autour des deux interlocuteurs.)

LE JEUNE COMMUNISTE. — Ça y est, voilà ton anticommunisme qui ressort.

LE VIEUX TYPO. — Mais non! Briser une grève, est-ce que, par hasard, ça serait communiste? Ce qui me chiffonne, c'est que, jusqu'à présent, quand il y avait un mouvement dans les journaux, tous étaient frappés. S'il doit y avoir une exception, ce ne peut-être que pour *le Peuple*, organe officiel de la C.G.T.

UNE VOIX. — Personne ne le lit.

LE VIEUX TYPO. — C'est un tort. En tout cas, je trouve paradoxal que ce soit seulement *le Peuple* qui ne soit pas distribué.

(Il tire de sa poche un numéro du quotidien confédéral et lit ces quelques lignes d'un avis de Raymond Bouyer : « *...La grève empêche pratiquement notre vente en banlieue et en province... Nous ne pouvons user des moyens qu'emploient d'autres journaux... Nous ne nous conduirons pas en briseurs de grève en utilisant les camions militaires... Nous nous efforçons, au contraire, d'aider nos camarades des transports dans leur lutte...* »

UNE AUTRE VOIX. — Ça, c'est bien.

LE VIEUX TYPO. — Oui, mais je trouve tout de même un peu fort que, seul, l'organe de la C.G.T. soit victime. Tout de même! Il faudra qu'on tire ça au clair. Qui a demandé les camions militaires? Le premier soir de la grève, tout l'état-major communiste était là, les C.D.H. (Comité de défense de l'*Humanité*) étaient alertés. Tout se passait comme si « on » était au courant, comme si « on » savait que les camions militaires allaient venir. Quand un jeune copain des clicheurs, qui a la tête près du bonnet, donna l'ordre d'arrêter le travail en signe de protestation contre l'arrivée des camions, quelle histoire! Fallait voir la tête de l'administration de l'*Humanité!* On raconte même que le jeune copain, qui, précisément, travaille à l'*Humanité*, a été menacé de renvoi pour son geste tout spontané.

UNE VOIX. — Mais la grève n'a pas duré...

LE VIEUX TYPO. — Helas! Dans les bureaux de l'*Huma*, on montra au petit gars des clicheurs un papier, revêtu du cachet du syndicat des Transports, autorisant l'utilisation des camions de l'armée. Le petit gars ne put que s'incliner; il s'en fut faire reprendre les rotatives qui, partout, presque simultanément, s'étaient arrêtées. La grève des journaux avait duré une heure. Si elle n'avait pas été brisée, le lendemain matin, couïc! pas de journaux et, forcément, les camarades des Transports avaient, grâce à la solidarité du Livre, une solution dans la journée; le gouvernement ne pouvait laisser l'opinion publique sans journaux. Au lieu de ça, la grève continue, les camions militaires sont toujours là, et nous, typos, correcteurs, clicheurs, rotativistes, nous travaillons sous la protection des gardes mobiles.

LE JEUNE COMMUNISTE. — Mais puisqu'il y a, à ce qu'il paraît, l'autorisation du syndicat des grévistes...

LE VIEUX TYPO. — Pardon, j'ai lu quelque part qu'au contraire, les copains protestaient. Encore une fois, faudra tirer ça au clair. Faudra demander à nos dirigeants syndicaux si vraiment cette autorisation a existé et qui l'a

donnée. Ce que je sais de positif, c'est que, le vendredi 24, un secrétaire de l'Union des syndicats, un nommé Amblard, a téléphoné à la 21e (Chambre syndicale typographique) pour demander que les travailleurs des journaux ne s'opposent pas au chargement du papier dans les camions militaires. Pourquoi cette intervention de l'Union des syndicats? Qui l'avait donc mise au courant? Pourquoi le syndicat des Transports — ou la fédération — ne s'est-il pas mis en rapport direct avec nos syndicats? Tout ça, c'est trouble. La chose la plus nette, c'est que nous aidons à briser la grève des Transports, nous qu'on donne habituellement en exemple aux autres corporations...

(Le jeune communiste ne réplique pas. Personne n'ajoute mot. Le groupe se disperse, chacun retourne à sa machine ou à son marbre. Personne ne se sent très fier.)

« On peut briser une grève dans l'intérêt du prolétariat » !

Ce dialogue fidèlement rapporté aura fait sentir au lecteur le trouble des travailleurs du Livre.

Ceux-ci, dès le premier soir de la grève des Transports, ressentirent comme un affront la présence des camions de l'armée.

Il est parfaitement exact que, le vendredi 24 décembre, le secrétaire de l'Union Amblard demanda à la Chambre syndicale typographique de calmer le mécontentement des gars du Croissant et de les inviter à ne pas s'opposer à l'enlèvement des journaux par ces camions.

C'est à la suite du coup de téléphone d'Amblard que le tract ci-après fut distribué dans les imprimeries :

Comité Intersyndical du Livre parisien
24 décembre 1937.

Aux travailleurs des journaux,

A la demande de la fédération des Transports, appuyée par l'Union des Syndicats, le Comité Intersyndical du Livre invite les camarades à ne pas s'opposer à l'enlèvement du papier par les camions militaires.

BISO, LARGENTIER, POENCIN.

Malgré cet appel — que les responsables du C.I. du Livre lancèrent à la demande de l'Union des syndicats — l'effervescence continua de régner dans le Croissant. Non! les travailleurs des journaux ne pouvaient avaler cela! C'est alors que les organisations du Livre prévinrent le Syndicat de la Presse parisienne (syndicat patronal) que si une solution n'intervenait pas rapidement, des événements graves pourraient surgir.

En même temps, les responsables du C.I. du Livre se préoccupaient de savoir si, vraiment, l'organisation syndicale des Transports avait donné l'autorisation de se servir des camions militaires.

Le mercredi 29 décembre — jour de la grève des Services publics — une réunion des militants du Livre avec ceux des employés de presse et messageries était convoquée, pour 10 heures du matin, à l'Union des syndicats. Raynaud et Amblard étaient présents, mais il n'y avait personne des Transports et la réunion dut être renvoyée à 17 heures 30.

Cette fois, un représentant de la fédération des Transports était là, le camarade Garcia. Les incidents ci-dessus relatés furent évoqués, et, sur l'interrogation d'un des secrétaires du Livre, Garcia déclara que la fédération des Transports n'avait jamais donné de permission d'enlevage du « papier ».

Mais, alors, qui donc avait donné cette autorisation?

On demanda à Garcia si c'était le Syndicat parisien des Transports, dont le secrétaire est le camarade Murat. Garcia ne put répondre.

La possibilité d'une grève des journaux ayant été évoquée, Raynaud déclara catégoriquement qu'il y était hostile, car il était nécessaire que les travailleurs parisiens soient exactement informés sur la grève des Services publics.

Un tract d'attente fut rédigé, afin de calmer les esprits dans le Croissant, cependant que des démarches étaient entreprises auprès de la Présidence du Conseil.

De son côté, le Syndicat de la Presse parisienne jeta les bases d'accords particuliers entre les maisons s'occupant des transports de presse et leur personnel. Finalement, ces accords furent signés, et les revendications ouvrières ayant été satisfaites, le travail reprit le mercredi 5 janvier et les camions militaires disparurent du Croissant.

Grâce surtout à l'intervention des organisations du Livre, une brèche était ouverte dans le bloc patronal des Transports. C'etait là un résultat important, mais dont, malheureusement, il ne semble pas qu'on ait tiré tout ce qu'on en pouvait tirer pour les autres grévistes.

Reste à éclairer le point de savoir qui a donné l'autorisation d'utiliser les camions militaires?

Est-ce Amblard? Est-ce Murat? Le saura-t-on jamais?

Ce qui est absolument certain, c'est que cette autorisation fut donnée, et qu'elle fut donnée spécialement au journal l'*Humanité*.

Ce qui est hors de doute, c'est que l'*Humanité* se servit des camions militaires pendant toute la durée de la grève.

Nous sommes même en mesure d'ajouter que c'est l'*Humanité* qui, de tous les quotidiens parisiens, se fit le plus pressant, dès le déclenchement de la grève, auprès du Syndicat de la Presse parisienne pour qu'il demande 200 camions militaires au gouvernement.

La première nuit de la grève, une altercation éclatait, rue Montmartre, entre quelques militants des correcteurs et un secrétaire de rédaction de l'*Humanité*, lui-même syndiqué du Livre. Comme les militants s'indignaient de voir charger les exemplaires de l'*Humanité* dans les camions de l'armée et qu'ils lançaient le mot de « briseurs de grève », ce secrétaire de rédaction répliqua :

— On peut briser une grève, si c'est dans l'intérêt du prolétariat.

On mesurera la duplicité de ces gens-là en se reportant à la protestation du parti communiste français publiée par l'*Humanité* le 31 décembre et qui dit textuellement :

Le secrétariat du parti communiste français, soucieux de défendre en toute circonstance les intérêts des travailleurs, élève également une protestation contre l'utilisation des camions militaires pour remplacer les travailleurs des transports en grève.

En votant pour le Front populaire, les travailleurs s'attendaient à autre chose qu'à l'utilisation du matériel militaire et des hommes de troupe pour briser de légitimes mouvements revendicatifs.

Le parti communiste est décidé à soutenir sans réserve l'action revendicative des travailleurs.

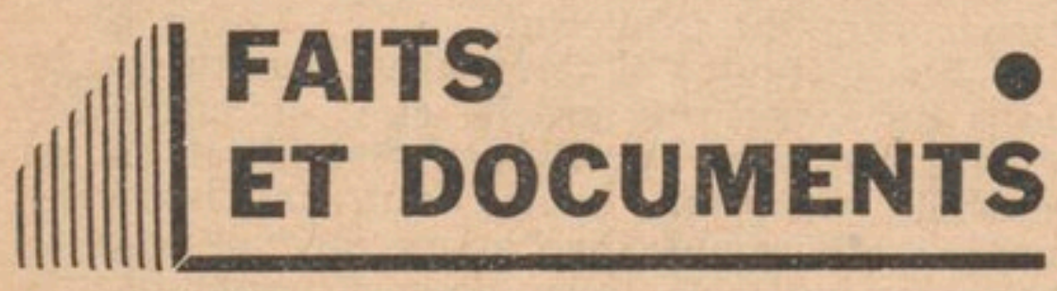
*Son organe central, l'*Humanité*, qui, seul, a défendu sans réserve, avec la C.G.T., les travailleurs des services publics, se fait un devoir d'être toujours aux côtés des ouvriers défendant leurs salaires; aussi, sa diffusion massive est-elle absolument nécessaire pour assurer le soutien effectif des revendications des masses laborieuses.*

« Soucieux de défendre en toute circonstance les intérêts des travailleurs », le parti communiste?

Allons donc!

La vérité, c'est qu'en l'occurrence, les responsables de ce parti, avec l'accord de leurs amis politiques du syndicat des Transports et de l'Union des syndicats, n'ont pas hesité à prendre figure de briseurs de grève. Un méfait de plus au passif du syndicalisme politique!

C'est un épisode qui n'est pas près de disparaître de la mémoire des militants du Livre parisien.



Le massacre de Bizerte

*Nous reproduisons ci-dessous l'article que Habib Bourguiba, secrétaire général du Parti libéral constitutionaliste tunisien (Néo-Destour), a consacré au massacre de Bizerte dans l'*Action tunisienne, *sous le titre « Avant l'irréparable ».*

On y verra l'exacte position des « nationalistes » tunisiens, non seulement à l'égard de cet événement, mais, d'une façon plus générale, à l'égard de toute la politique française.

Ainsi donc, sous le proconsulat de M. « Guillon 1938 », les Tunisiens n'ont plus la possibilité de protester, même dans l'ordre, même dans le calme, quand un de leurs est victime de l'arbitraire administratif.

Or, en l'espèce, l'arbitraire administratif ne fait pas l'ombre d'un doute. Hassen Nouri, militant syndicaliste, de nuance politique néo-destourienne, avait été traîné sur les bancs de la correctionnelle pour faits de grève. Les magistrats français chargés d'appliquer la loi l'ont condamné à deux mois de prison.

Il faut croire que ces messieurs de l'Administration ont trouvé la peine insuffisante. L'essentiel, pour eux, était de se débarrasser une fois pour toutes de Hassen Nouri. Le tribunal n'ayant pas prononcé à son encontre la peine complémentaire de l'interdiction de séjour, ils se sont rabattus sur le « refoulement par mesure administrative », qui équivaut pratiquement au bannissement.

Ainsi donc, après avoir confié aux tribunaux français le soin de juger les délits politiques, on revient brutalement aux fameuses « mesures de sécurité », à la vieille justice expéditive des bureaux et des arrêtés résidentiels.

Et comme, pour bien montrer le retour aux méthodes peyroutoniennes, on s'oppose par la force des armes à toute protestation contre ces mesures.

La tragédie de Bizerte est la réédition, à quelques détails près, de la tragédie de Moknine. Mesure administrative arbitraire, manifestation de protestation et de sympathie, fusillade.

Or, la fusillade pousse l'Administration à prendre d'autres mesures de coercition qui déclenchent d'autres manifestations, lesquelles dégénèrent en de nouveaux massacres.

C'est l'engrenage.

M. Guillon, qui a condamné solennellement la violence comme moyen de gouvernement, semble s'y résigner.

C'est une nouvelle expérience qui commence...

...Je comprends parfaitement la tentation de certaines sphères gouvernementales en France et en Tunisie d'en finir une fois pour toutes avec ce que Philinte (1) a appelé un jour le « cancer » destourien.

Contre le cancer, le bistouri !

Or, le bistouri ne réussit par toujours contre le cancer, surtout quand on s'y prend trop tard.

C'est donc bien une carte à jouer.

Ce sera cette fois la dernière.

M. Sarraut trouvera le peuple tunisien prêt à relever le défi et à lui prouver qu'il s'est trompé, et que seule une politique d'entente et de compréhension, seule une formule de collaboration de peuple à peuple est en mesure de conserver à la France la Tunisie, et, par voie de conséquence, l'Afrique du Nord.

Mais, pour l'amour de Dieu, ne cherchez pas à brouiller les cartes.

Vous savez très bien ce que nous voulons, ce que nous représentons, ce que nous réclamons. Nous l'avons suffisamment crié sur tous les tons à un moment où, pour l'avoir dit carrément et sans ambages, nous avons été accusés de trahison.

Nous savons très bien ce que vous voulez, le régime que vous voulez perpétuer et les intérêts qui s'opposent à l'instauration de celui que nous préconisons.

Nous jouons cartes sur table.

Faites donc de même.

Pourquoi ces accusations de collusion avec l'étranger qui reparaissent comme par hasard, pour préparer la voie à la répression et faciliter son acceptation par l'opinion publique ?

Personne n'y croit plus.

En France moins que partout ailleurs.

Pourquoi faire intervenir S. A. le Bey qui sait mieux que tout autre que nous sommes ses plus fidèles sujets ?

On ne va pas recommencer le petit jeu qui consiste à intimider le Bey en le menaçant de la France et à faire « marcher » la France en se couvrant du Bey.

Cela ne prendrait plus.

« Qui donc a intérêt à jeter ainsi le discrédit sur « le régime du Protectorat et sur la politique libé- « rale du Front populaire? », se demande Duran-Angliviel.

Vous y croyez encore, Duran, à la « politique libérale du Front populaire » ?

Nous y avons cru, nous, il y a un an, du temps de M. Viénot. M. Sarraut a tout fait pour détruire en nous cette croyance.

Or, et c'est là ma conclusion, cette croyance n'est pas définitivement enterrée.

Elle ressuscitera quand un nouvel échec, plus retentissant, de la politique de force, amènera au pouvoir les hommes qui, dans l'intérêt bien compris de leur patrie, ont voulu mettre un peu plus de justice et un peu plus de liberté dans les relations qui nous unissent à la France.

Ce jour viendra, nous l'affirmons.

Il viendra d'autant plus vite que le peuple aura mis moins de temps à mettre en échec la politique de M. Sarraut comme les prépondérants avaient mis en échec celle de M. Viénot.

C'est vous dire combien, dans un débat de cette envergure, nos personnes comptent peu.

Depuis longtemps, nous en avons fait le sacrifice.

Mais le peuple restera, et, tôt ou tard, il aura le dernier mot.

C'est l'essentiel.

---

(1) Pseudonyme du rédacteur du bulletin de la « Dépêche tunisienne », organe de l'archevêché.

S.N.I.E., 32, Rue de Ménilmontant, Paris (20e) *Le gérant :* M. Chambelland.

Trois ouvrages fondamentaux sur la vie en U. R. S. S.

▼

Tableau d'ensemble

Ce qu'est devenue la Révolution Russe

par **YVON**

Préface de **Pierre Pascal**

2 fr. 50 franco.

Récits confirmatifs

Un mineur français en U. R. S. S.

par **KLEBER LEGAY**

secrétaire de la Fédération Nationale des Mineurs

Editon complète : 4 francs. **Edition réduite : 1 fr. 50.**

J'ai été ouvrier en U. R. S. S.

par **ANDREW SMITH**

ouvrier mécanicien américain

Edition complète : 18 francs. **Edition réduite : 3 francs.**

Le livre d'Yvon et les éditions réduites de Legay et de Smith sont en vente à la **R. P.** (voir en 2e page de la couverture les conditions pour les trois ouvrages) ; les autres volumes sont en vente à la **Librairie du Travail,** 17, rue de Sambre-et-Meuse, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 43-08**).

Les Editions de la Révolution Prolétarienne

se donnent pour but de fournir à ceux qui ne veulent pas se laisser tromper les moyens de se reconnaître au milieu des éléments mouvants de la vie politique et sociale quotidienne.

La politique n'est qu'une superstructure; elle est déterminée par l'infrastructure économique et par la structure sociale.

Les deux premiers volumes de notre collection permettent de comprendre les raisons profondes

de la politique extérieure :

Précis de Géographie économique

par **J. F. HORRABIN**, traduction de **J. Péra.**

45 cartes. 9 francs.

de la politique intérieure :

L'ECONOMIE CAPITALISTE

Principes d'Economie politique

par **R. LOUZON**

Nouvelle édition. 12 francs.

Les 2 volumes ensemble : 20 francs franco

Adresser les commandes à la **Révolution Prolétarienne,** 54, rue du Château-d'Eau, Paris (10e). (Chèques postaux : **Paris 734.99**)